

« Mémoire » déposé au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Dossier : Projet de construction d'un complexe de liquéfaction de gaz naturel à Saguenay

3 octobre 2020

Tout d'abord, bien que cette audience porte à croire qu'Énergie Saguenay et Gazoduc sont deux projets distincts, soyons honnêtes : l'un ne peut aller sans l'autre. Ce type de projet n'a aucunement sa place dans ce joyau qu'est fjord du Saguenay, surtout pas à travers une zone nationale de conservation naturelle et Magotogek, le fleuve Saint-Laurent, dont on parle de faire un sujet de droit.

Nous pourrions prendre cet espace d'expression qui nous est donné pour remâcher les impacts environnementaux qui sont très bien connus de toutes et tous : émissions de millions de tonnes de GES, impacts sur la faune menacée et vulnérable, risques liés à la fracturation hydraulique. Sans compter les communautés autochtones sur le tracé du gazoduc. Mais l'histoire se répète, et un autre projet d'exportation des combustibles fossiles est la dernière chose dont nous avons besoin. Le gaz naturel N'est PAS une énergie de transition. Nous disposons de très peu de temps pour éviter d'atteindre un point de bascule dans l'écosystème planétaire et l'enclenchement de phénomènes de rétroaction quasi-irréversibles.

Toutes les données comptabilisées à ce jour prouvent que ce projet n'est pas plus rentable qu'écologique. L'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques soutient que les entreprises qui financent Énergie Saguenay sont installées hors du Canada. Elles paieront donc nettement moins d'impôts que si GNL était réellement un projet québécois. De même, le projet peine à se trouver des investisseurs; l'argent des contribuables ne devrait pas non plus y être investi. L'argument de la création d'emplois est dépassé. Si l'aspect du financement n'est toujours pas réglé, rien n'est gagné pour l'acceptabilité sociale. Le peuple québécois a déjà prouvé à quelques reprises sa capacité à avorter des projets complètement insensés.

Il est grand temps pour l'État québécois de faire son examen de conscience et de bloquer les projets servant uniquement des intérêts financiers restreints. Et de toute façon, répondre à la demande exponentielle d'énergie par le fossile est voué à l'échec, ce n'est même plus une question idéologique. Sur une base plus élargie, nous aurons besoin de changements majeurs dans nos modèles de consommation et d'une restructuration profonde et significative dans l'organisation du travail afin de réapprendre à créer de la richesse de façon régénérative.

Ariane Lafontaine, M.Env

Laurie Morissette, M.Env